

LECACHEUX (M. Joseph), *Député de la Manche.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission du Règlement et du suffrage universel, [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (*ibid.*); [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 [9 août 1948] (p. 5577). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de Justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [9 août 1948] (p. 5577).

Dépôts :

Le 4 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier le régime fiscal de la banque ouverte dite « banque à tout va », n° 440. — Le 11 février 1947, une proposition de loi tendant à surseoir à l'expulsion des locataires ou occupants de nationalité française, sinistrés de guerre au profit des bénéficiaires de la loi du 14 novembre 1944, n° 524. — Le 27 février 1947, un avis au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Ramorony et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique d'encouragement à la production et à la livraison du blé et du lait, n° 764. — Le 21 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de MM. Courant et René Coty tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le taux de 1 0/0 pour le droit perçu à l'occasion de la cession par les sinistrés de leurs créances sur l'Etat au titre des dommages de guerre, n° 1010. — Le 21 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de MM. René Coty et Pierre Courant, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des dispositions plus équitables pour le recouvrement des impôts dus par les sinistrés, n° 1011.

Interventions :

Prend part à la discussion des propositions de lois relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 1^{er} : *Fractionnement de l'emprunt* [5 mars 1948] (p. 1441). — Son rapport sur une pétition [10 septembre 1948] (p. 6492). = Donne sa démission de député [16 novembre 1948] (p. 6989).

LE COENT (M. Auguste), *Député des Côtes-du-Nord.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38).

Interventions :

Son rapport au nom du 1^{er} bureau sur les opérations électorales du département de l'Ain [28 novembre 1946] (p. 7). = Elu *Conseiller de la République*, donne sa démission de Député [23 décembre 1946] (p. 362).

LECŒUR (M. Auguste), *Député du Pas-de-Calais (2^e circonscription).*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre de la Commission de la production industrielle [21 janvier 1947] (p. 27), [26 janvier 1948] (p. 195).

Dépôts :

Le 13 février 1947 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans le décret du régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs des dispositions en faveur des ouvriers mineurs et similaires licenciés pour action syndicale ou politique, n° 533. — Le 7 mars 1947, une proposition de loi tendant à permettre aux ex-instituteurs des mines, devenus instituteurs public par le fait des nationalisations des houillères, d'obtenir le virement de leurs versements à la Caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs au profit de la Caisse de retraite des fonctionnaires, n° 881. — Le 7 mars 1947, une proposition de